

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 18/09/2025  
(Date de 1ère approbation : 20/08/2025)

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visites d'inspection du 17/11/2023 et du 05/08/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**RATP**

**CARREFOUR DE LA POMPADOUR**

**94000 Créteil**

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2025/FM/N°330GR

Annule et remplace : DRIEAT-IF/UD94/PRAU/FM/2025/N°289GR

Code AIOT : 0007403295

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées le 17/11/2023 et le 05/08/2025 dans l'établissement RATP implanté CARREFOUR DE LA POMPADOUR 94000 Créteil. Les inspections ont été respectivement annoncées le 27/10/2023 et le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 05/08/2025 a été diligentée dans l'objectif de consolider les constats établis à l'issue de l'inspection du 17/11/2023 et de définir les suites qu'il convient d'y donner.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RATP
- CARREFOUR DE LA POMPADOUR 94000 Créteil
- Code AIOT : 0007403295
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le centre bus de Créteil assure l'exploitation, la maintenance, le ravitaillement et le nettoyage de l'ensemble du parc de bus placé sous sa responsabilité. Le centre bus dispose (données en italique extrait d'un dossier de porter à connaissance (PAC) produit par l'exploitant) :

- *D'un hall de remisage intérieur (couvert) et d'une zone de remisage extérieure dimensionnés pour le garage d'un parc pouvant monter à 281 bus.*
- *D'un hall de maintenance d'environ 4 800 m<sup>2</sup> doté de 18 zones de travail ATEX et détection GnV,*
- *De 2 pistes de distribution charge Gazole (GO) / GnV,*
- *De 2+1 pistes de charge rapide GnV,*
- *De 123 places équipées de charge lente GnV,*
- *D'une station de traitement des eaux industrielles.*

*Le parc de référence 2025 du centre bus de Créteil est composé de 220 bus GnV (171 bus standards et 49 bus articulés) et de 3 mini bus Gazole / GTL, soit 223 bus.*

Le centre bus fonctionne en continu tout au long de l'année, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Le site emploie 820 agents, dont environ 150 présents sur place. Les horaires de fonctionnement sont les suivants :

- l'exploitation des bus s'étend de 4h30 à 2h30 ;
- la maintenance, organisée en trois équipes, est assurée de 7h30 à 6h00 en semaine. Elle n'est pas assurée le week-end et reprend le dimanche à 22h00.

Le centre est implanté à cheval sur deux communes : Créteil, qui comprend la quasi-totalité du site, et Valenton, pour une parcelle située à l'extrémité sud-est. Il se situe dans une zone d'activités mixtes (commerces, entrepôts, entreprises ferroviaires).

L'environnement proche est composé de :

- plusieurs commerces et établissements recevant du public au nord et à l'ouest,
- d'un centre technique municipal (CTM) et de quelques habitations à l'est,
- ainsi que de bâtiments industriels et commerciaux récemment aménagés au sud.

A la date de l'inspection, les installations sont soumises aux rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées (arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19/10/2019) :

Rubrique	Intitulé	Quantités	Régime
1413-1	Gaz naturel dont le débit total en sortie du système de compression est supérieur ou égal à 2000m <sup>3</sup> /h ou si la masse totale de gaz contenu dans l'installation est supérieure à 10 t	6000 Nm <sup>3</sup> /h	A
1435-2	Station-service dont le volume annuel de carburant distribué est supérieur à 100 m <sup>3</sup>	Volume distribué en 2018 : 2070 m <sup>3</sup>	DC

Rubrique	Intitulé	Quantités	Régime
	d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>		
2910-A-2	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	4,64 MW	DC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs électriques, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance installée : 240 kW	D
2930-1-b	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur dont la surface de l'atelier étant supérieure à 2000m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5000 m <sup>2</sup>	Hall de maintenance : 4800 m <sup>2</sup>	DC
4310	Gaz inflammables de catégorie 1 et 2, dont la quantité totale susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	3 t	DC

NB : A : Autorisation, D : Déclaration, DC : Déclaration avec contrôle périodique

La rubrique 2563-2 est mentionnée au premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2019/3738 du 19 novembre 2019, sans qu'elle n'apparaisse toutefois dans le tableau de classement des installations figurant au sein du même article et sans que n'y soient associés une quantité ou un volume d'activité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Protection contre la foudre – Vérifications et remise en état	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Lettre de suite préfectorale <b>Non-conformité 1</b>	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suite d'inspection – NC3 Maîtrise des effets potentiels	rapport du 01/12/2020, NC3	<b>étude technico-économique à remettre avant le 9 décembre</b>
4	Suite d'inspection – NC4 Clapet anti-retour	rapport du 01/12/2020, NC4 <b>Demande complémentaire n°1</b>	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite d'inspection – NC1 Coupure générale électrique	rapport du 01/12/2020, NC1	Sans objet
2	Suite d'inspection – NC2 VLE des rejets aqueux	rapport du 01/12/2020, NC2	<b>Observation 1</b>
5	Suite d'inspection – NC5 Absence de ventilation mécanique – charge rapide	rapport du 01/12/2020, NC5	Sans objet
6	Suite d'inspection – O1 description	rapport du 01/12/2020, O1	<b>Observation 2</b>

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des produits dangereux		
7	Suite d'inspection – O2 exercice de défense contre l'incendie	rapport du 01/12/2020, O2	<b>Observation 3</b>
8	Protection contre la foudre – ARF	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Sans objet
9	Protection contre la foudre – ET	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	Sans objet
10	Protection contre la foudre – Installation des dispositifs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est saisi de plusieurs constats établis lors de la visite précédente (17/11/2023), précisés en réunion de clôture par l'inspecteur en charge de l'établissement et rappelés dans le présent rapport. Des actions correctives ont été apportées de manière satisfaisante aux non-conformités établies lors de précédentes visites d'inspection et ne conduisent pas par conséquent l'inspection des installations classées à proposer de suites administratives particulières.

Il s'agit notamment des points de contrôle portant sur la coupure générale électrique, la description des produits dangereux, les exercices de défense contre l'incendie et le système de protection contre la foudre.

Au regard de la complexité des sujets et des échanges et instructions en cours, il y a lieu de statuer ultérieurement sur la conformité de l'installation à deux obligations réglementaires : la maîtrise des effets en cas de situation accidentelle et l'installation d'un clapet anti-retour protégeant le stockage de gaz naturel comprimé.

Sur ce dernier point, l'inspection prend acte de la demande de modification des dispositions de l'arrêté préfectoral formulée par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suite d'inspection – NC1 Coupure générale électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport du 01/12/2020, NC1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Non-conformité N°1 de l'inspection de 2020 : Les personnes présentes lors de l'inspection, en l'absence du responsable du site, n'ont pas été en mesure d'indiquer à l'équipe d'inspection l'emplacement de la coupure générale électrique du site.  Rappel de la prescription réglementaire : Art. 1.2.7 AP 2019/3788 du 19/11/19

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an. La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au préposé responsable de l'exploitation de l'installation.

**Constats :**

*Rappels des suites données au constat de l'inspection de 2020 : à l'issue de la précédente inspection, il avait été proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 1.2.7 de l'annexe à l'arrêté n°2019/3738 du 19/11/2019. L'exploitant ayant apporté des informations complémentaires par courrier du 20 juin 2021, cette proposition n'a pas été retenue par l'autorité administrative.*

Constats recueillis sur site le 17/11/2023:

L'exploitant a indiqué que l'unique dispositif de coupure générale du site se trouvait à l'intérieur du local de transformation principal, fermé à clé. Sa manipulation n'était alors autorisée que par des employés détenant les habilitations électriques nécessaires.

En réponse aux questions de l'inspecteur, ni la directrice de l'établissement, ni le responsable maintenance de l'établissement ne disposait de ces habilitations. Par ailleurs, lors des périodes non ouvrées du dépôt, la présence du personnel habilité sur place ne pouvait pas être garantie.

L'inspection constatait que le dispositif de coupure ne répondait pas à l'obligation d'être facilement accessible, étant placé dans un local spécialisé, et que sa mise en œuvre n'était pas permise pour des employés non habilités ou les services de secours extérieurs.

Constats recueillis sur site le 05/08/2025

L'exploitant a effectué des travaux visant à l'installation de dispositifs de coupure situés à l'extérieur du local de transformation principal.

L'inspection a constaté la présence de ces dispositifs. Il n'a pas été procédé à la vérification de l'exception concernant le maintien en fonctionnement des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion. Ce point devra être contrôlé lors de l'essai du bon fonctionnement de ces dispositifs, à réaliser au moins une fois par an

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Suite d'inspection – NC2 VLE des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Rapport du 01/12/2020, NC2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution de l'eau

**Prescription contrôlée :**

Non-conformité N°2 de l'inspection de 2020 :

Les valeurs obtenues lors de la dernière analyse dépassent les limites à respecter. Soit 1 960 mg/l pour DBO5 et 1 900 mg/l pour les MES. L'exploitant doit remédier à ce dépassement et produire

une nouvelle analyse.

Rappel de la prescription réglementaire : Art. 1.5.5 AP 2019/3788 du 19/11/19

Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public (art. L. 35.8 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents (extrait) :

- Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5), une concentration maximale = 800 mg/l
- Matières en suspension (MES), une concentration maximale = 600 mg/l

#### Constats :

Constats recueillis sur site le 17/11/2023:

L'exploitant a remis les deux derniers rapports de mesures (société SGS, rapport d'essai EV23-13356 du 22/08/2023 et EV23-02689). Les résultats d'analyses ne dépassent pas les valeurs limites imposées.

L'exploitant avait déjà apporté des éléments montrant le respect des VLE lors de la phase contradictoire préalable à la prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021/00395 du 16 février 2021 (courrier RATP du 20 janvier 2021).

L'inspection a alors considéré que le constat formalisé à la suite de l'inspection précédente, après contradictoire, est toujours suivi d'effet.

Constats recueillis sur site le 05/08/2025 :

L'inspection a sollicité la remise des derniers rapports d'analyse.

L'exploitant a transmis les documents correspondants :

Document	Date d'intervention	Point de prélèvement			
		N°3 EU 11/ERI	Chaufferie	n°2 EP1	carburant
Rapport d'analyse ANALY-co n° DEI-2025-2003	26/05/25 au 27/05/25	X			
rapport d'essai ANALY-co n° DEI-2024-1458	05/12/24 au 06/12/24	X	X	X	
Rapport d'essai SGS n° EV24-02786	14/02/24				X

L'exploitant a précisé en séance qu'un seul dépassement (point de prélèvement distribution gazole, paramètre fer) avait été relevé lors de la campagne, sans récurrence par rapport aux mesures précédentes.

Par sondage, l'inspection a vérifié les résultats et modalités de mesure pour certains paramètres (DBO5, DCO, MES, sulfates, HCT, Fer, métaux totaux).

Éléments complémentaires apportés par l'exploitant par courrier du 8 septembre 2025 :

L'exploitant rappelle la disposition réglementaire et indique que le paramètre Fer+aluminium « n'est pas applicable en sortie de poste de carburant mais en sortie ERI et au niveau du rejet à l'égout. »

<p>Par ailleurs, il considère « qu'une valeur mesurée à 5,3 mg/l avec une incertitude de <math>\pm 30 \%</math> par rapport à une VLR de 5 mg/l ne peut constituer un écart au respect » de la VLE, car la valeur de 5 mg/l est incluse dans l'intervalle d'incertitude.</p> <p>L'inspection prend acte des arguments présentés par l'exploitant. Le dépassement signalé en séance par l'exploitant n'est pas de nature à constituer une non-conformité par dépassement de VLE.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'inspection constate que le laboratoire Analy-co analyse le paramètre « indice hydrocarbure totaux » auquel il attache le code sandre 7007, ce qui correspond au paramètre indice hydrocarbure (C10-C40) alors que l'arrêté préfectoral prévoit la mesure des hydrocarbures totaux (code sandre 7009, C5-C40).</p> <p><b>Observation 1 : il convient que l'exploitant s'assure que les paramètres analysés soient cohérents avec les paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral, notamment en ce qui concerne les hydrocarbures totaux. Cet exemple n'a pas vocation à être exhaustif.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Suite d'inspection – NC3 Maîtrise des effets potentiels**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Rapport du 01/12/2020, NC3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Effets sortants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Non-conformité N°3 de l'inspection de 2020 : L'exploitant a présenté un courrier adressé à la société voisine « Chausson Matériaux » située au sud de l'emprise du site. Cette action n'est pas suffisante pour justifier la maîtrise des effets sortant du site.</p> <p><u>Rappel de la prescription réglementaire : Art. 2.1.2 AP 2019/3788 du 19/11/19</u> Les installations sont implantées de telle sorte que les effets létaux liés à un éventuel accident restent dans les limites de l'établissement. [...] Afin de maîtriser les effets pouvant sortir du site en provenance des zones de remisage de bus, impactant le voisinage situé au sud de l'emprise du site (se trouvant sur la commune de Valenton), l'exploitant transmet au préfet, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la justification des mesures prises pour atteindre les objectifs fixés au présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><i>L'examen de ce point de contrôle est placé en annexe confidentielle.</i></p> <p><b>Les échanges et instructions en cours et à venir entre l'exploitant et l'inspection des installations classées, conduisent l'inspection à proposer à M. le préfet du Val-de-Marne de différer, à ce stade, les suites qu'il convient d'acter sur ce sujet et de demander, par courrier préfectoral à l'exploitant la remise de l'étude technico-économique annoncée, dans les meilleurs délais, et, après avis favorable de l'inspection à la demande de l'exploitant exprimé par courrier du 8 septembre 2025, au plus tard sous trois mois après la date du courrier d'observation transmis par la RATP, soit avant le 9 décembre.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Aucune à ce stade, considérant les échanges et instructions en cours sur ce sujet.</p>

**N° 4 : Suite d'inspection – NC4 Clapet anti-retour**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport du 01/12/2020, NC4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs et annexes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Non-conformité N°4 de l'inspection de 2020 : Le réseau d'alimentation des bouteilles de stockage n'est pas équipé de double clapet anti-retour d'emplissage.  <u>Rappel de la prescription réglementaire : Art. 2.3.2 AP 2019/3788 du 19/11/19</u> Le stockage de gaz en bouteilles est alimenté directement par le système de compression via une canalisation gaz aérienne située en dehors de la voirie dans la zone technique de la station de compression (cette zone étant inaccessible aux bus, seules des personnes formées peuvent y accéder). Le gaz naturel est stocké sous une pression de 300 bars. La capacité totale de stockage est de 3 000 kg au maximum. Toutes dispositions sont prises pour que la pression maximale de service dans une des bouteilles du stockage ne soit jamais atteinte, notamment en équipant les réservoirs des dispositifs suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ;</li><li>[...]</li></ul>
<b>Constats :</b>  Ce sujet techniquement complexe nécessite un développement particulier et une bonne compréhension partagée entre l'exploitant et l'inspection. À cet effet, un développement est réalisé ci-après.  <u>Constats recueillis sur site le 17/11/2023:</u> L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral de respecter la disposition réglementaire fondant la non-conformité du précédent rapport (APMED 2021/00395).  L'exploitant avait indiqué en séance ne pas avoir entrepris d'action corrective visant à se conformer à l'exigence réglementaire. Il avait par ailleurs précisé que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'installation d'un double clapet nécessiterait d'importants travaux requérant l'arrêt complet de l'installation de compression pendant une période d'environ deux semaines. Cela lui semble insoutenable du point de vue organisationnel (un rechargement en GNC des bus du centre de Créteil est possible sur d'autres sites RATP, mais que ponctuellement et pour des périodes courtes de quelques jours) et pourrait avoir un impact très fort sur sa capacité à remplir la mission de service public confiée par l'organisateur des transports Île-de-France Mobilité (IDFM).</li><li>- les arrêtés ministériels associés au régime de la déclaration des rubriques 1413 ou 4718 ne prévoient pas de dispositifs de sécurité de ce type.</li></ul> L'exploitant apportait alors, par courrier daté du 26/09/22, les éléments complémentaires suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- le double clapet était une exigence réglementaire associée à l'arrêté préfectoral n°99/2322 du 5 juillet 1999 encadrant notamment l'ancienne installation de compression de gaz soumise à la rubrique 2920 (rubrique supprimée par décret n°2018-900 du 22/10/18). L'exploitant précise que la barrière technique de sécurité était justifiée par l'ancienne configuration des installations GNV qui générait un risque d'arrachement de tuyauterie du fait d'une mauvaise manœuvre d'un</li></ul>

véhicule, les tuyauteries reliant les installations de stockage, la compression et la distribution étant installées soit en aérien à une quinzaine de cm du sol, soit en caniveau ajouré placé dans la voirie lourde ;

- l'ancienne installation a été démantelée et la nouvelle installation décrite dans le dossier de porter à connaissance a été conçue de manière à limiter les possibilités d'agression par véhicule ;
- il récapitule les mesures de sécurité mises en œuvre dans le cadre du projet et rappelle que « chaque compresseur est équipé de clapet anti-retour après compression et un système de sécurité actif met à l'arrêt la station de compression en cas de dysfonctionnement en activant les électrovannes fermées via une coupure générale de courant. »

*ndla : l'exploitant oriente la démonstration technique en évoquant principalement l'installation de compression, ce qui a déjà été le cas dans le courrier RATP du 18 avril 2018 (SID/DDU/ICPE 2018-043), qui précise :*

*« chaque compresseur est équipé d'un clapet anti-retour au niveau de sa sortie haute pression. Aucun retour de gaz n'est donc possible depuis les bouteilles ou la distribution vers les compresseurs eux-mêmes ou bien même d'un compresseur vers les autres. Actuellement la station ne répond donc pas à cette exigence puisque 2 clapets sont exigés ».*

L'exploitant estimait en conclusion que « la mise en place de double clapet anti-retour sur le stockage n'est techniquement pas nécessaire et n'apportera pas de plus-value sur les aspects sécurité » ;

De plus :

- il estimait également le coût induit de l'opération nécessaire pour la mise en place de ces clapets :

*\* « Coûts directs des travaux estimés à 500 à 800 k€ HT car nécessitant notamment la vidange complète des installations GNV ;*

*\* Coûts indirects évalués à 2 000 k€ incluant 1 400 k€ de pénalités contractuelles d'IDFM pour non réalisation des kilomètres (arrêt d'exploitation des 14 lignes du centre bus) et environ 590 k€ de surcoûts salariaux liés au possible redéploiement des machinistes sur d'autres centres bus. Cette évaluation financière n'intègre pas les éventuels dédommagements envers les voyageurs lésés. »*

- il précisait que « pour l'ensemble » des « centres bus en exploitation 100 % au GNV, cette prescription de double clapet antiretour n'a pas été demandée par les différents services instructeurs, ne remettant pas en cause la maîtrise des risques associés. »

- il demandait in fine la levée du point de mise en demeure et une modification de la disposition réglementaire, en remplaçant la notion de « double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) » par « un clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ».

### **Analyse de l'inspection :**

#### **a) sur les arguments présentés par l'exploitant**

- l'exploitant semble considérer que l'installation de double clapet anti-retour d'emplissage s'applique à l'installation de compression (cf. argumentaires développés dans les courriers de 2018 et 2022). Ce n'est pas le cas, car non prévu par la disposition réglementaire, et non cohérent avec l'objectif de sécurité rappelé par l'exploitant lui-même dans son courrier de 2022, à savoir : empêcher que la pression maximale de service (PS) des bouteilles de stockage ne soit jamais atteinte.

- par conséquent, l'exploitant ne peut se prévaloir de l'existence d'un clapet anti-retour en sortie du compresseur pouvant répondre à l'objectif de sécurité, car le sens d'écoulement du fluide en marche normale est compression → stockage ou compression → distribution, et ne permet donc

pas de protéger les bouteilles du risque de surpression ;

- un clapet anti-retour vise à empêcher l'écoulement non désiré d'un fluide en sens inverse par rapport au sens d'écoulement normal<sup>1</sup>. La justification apportée par l'exploitant, en ce qui concerne la protection ou la mitigation des effets potentiels consécutifs à un sectionnement de tuyauterie par un véhicule, ne semble pas cohérente à la fonction de sécurité associée à un tel dispositif technique, ou insuffisamment explicitée.

- sans entrer dans des détails techniques qui nécessitent une connaissance pointue de l'installation, de sa construction et des modes opératoires associés aux travaux neufs ou de maintenance, dont seul peut disposer l'exploitant ou son installateur, l'analyse financière proposée par l'exploitant semble sur-évaluée. Cette appréciation se fonde sur le schéma de fonctionnement disponibles dans le PAC, et précisant la constitution du circuit de compression et de distribution :

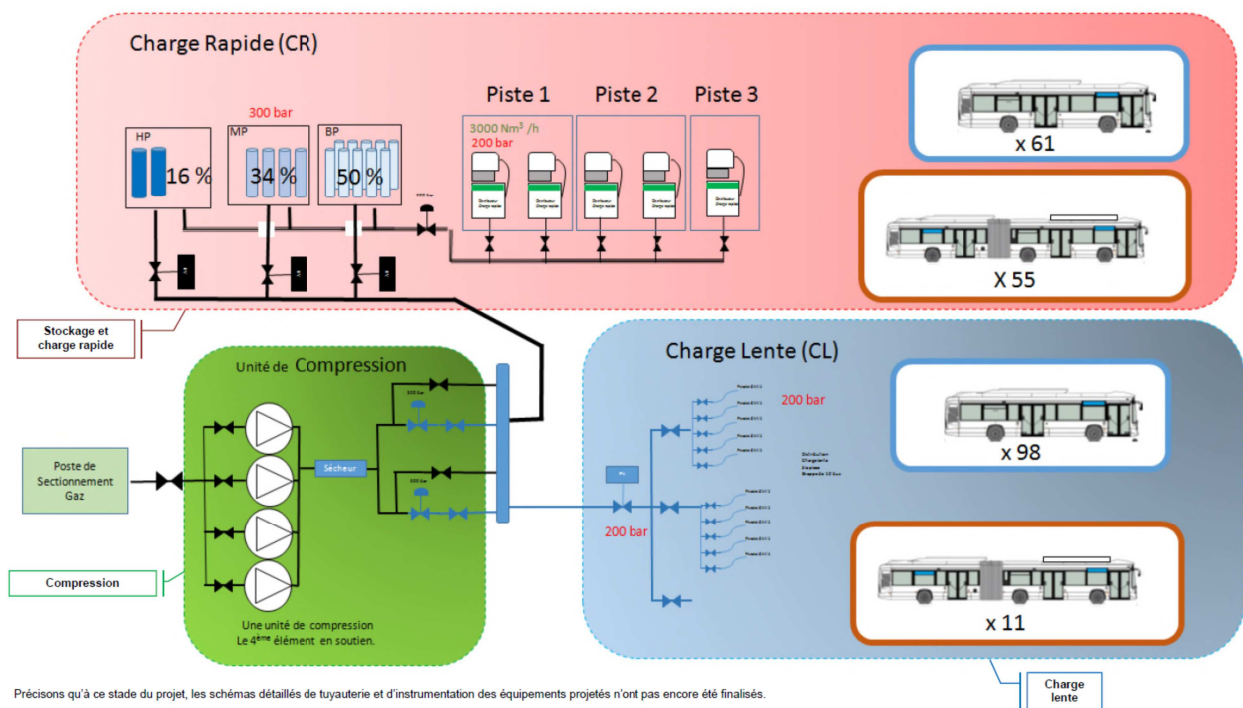


Figure 1: Extrait du PAC (réf. CRL\_MRB2015-5811HA\_dossier ICPE\_20171406\_11 , page 69)

Nonobstant le fait que le dossier indique « les schémas détaillés de tuyauteries et d'instrumentation des équipements projetés n'ont pas encore été finalisés » (au moment de la rédaction du document), il est possible de voir sur le schéma ci-dessus que la charge lente n'est pas alimentée par l'installation de stockage de bouteilles et ne devrait pas présenter de liaison directe avec celle-ci. Un isolement et une purge du circuit associé au stockage pour l'installation des clapets semblent possibles sans affecter la charge lente des bus (98 bus simples et 11 bus articulés), et par conséquent, en maintenant en service les lignes associées. Cette information est confirmée plus loin dans le document : « la charge sera réalisée au niveau des places de stationnement des bus directement depuis les installations de compression et sans appareil distributeur ». Cette solution n'est toutefois pas mentionnée.

L'exploitant ne propose également pas d'alternative de charges pour les bus associés aux distributeurs rapides dans le schéma afin de garantir la continuité de service, alors que l'intérêt de ce type de distribution est de pouvoir effectuer le ravitaillement en quelques minutes. Il ne donne pas d'information sur la faisabilité opérationnelle et l'impact financier associé (à comparer aux

1 Cf. INERIS DRA- PREV - Juillet 2005 : « Ce sont des organes de robinetterie destinés à empêcher l'inversion du sens de circulation des fluides dans les tuyauteries. On distingue les clapets selon le déplacement de leur obturateur. »

pénalités de rupture de service) d'un ravitaillement effectué par exemple sur un autre site de la RATP disposant de la charge rapide, ou même, d'un ravitaillement sur des stations services ouvertes au public, comme les stations GNC d'Orly, de Rungis, de Chevilly Larue ou encore de Bonneuil-sur-Marne.

L'inspection remarque également que chaque élément du stockage semble être pourvu de vannes de sectionnement, qui pourrait permettre d'installer un ou plusieurs clapets anti-retour, par cadre de pression par exemple, sans mettre l'ensemble de l'installation à l'arrêt.

En tout état de cause, l'inspection souligne que la disposition réglementaire n'indique pas que chaque bouteille doit être équipée d'un clapet anti-retour : elle requiert que les bouteilles soient protégées d'un risque de surpression liée à un retour non désiré de gaz provenant de l'emplissage. Il convient que l'exploitant définisse la meilleure solution technique, garantissant à la fois l'objectif de sécurité recherché et la compatibilité avec les contraintes pouvant peser sur le système (prévention des coups de béliers, minimisation des points potentiels de fuite, etc.) S'il apparaît possible, après étude technique approfondie, de limiter le nombre de dispositifs anti-retour (et par conséquent, le nombre, la complexité et le temps nécessaires à la réalisation des travaux associés), il devrait également justifier la faisabilité économique ou non, en plus de la faisabilité technique de l'installation de tels dispositifs.

b) sur la nature de la prescription technique :

l'objectif est de supprimer un risque de surpression des bouteilles de stockage par une contribution aval non désirée. L'exigence de double clapet anti-retour serait effectivement issue de l'arrêté ministériel de prescriptions générales associé à l'ancienne rubrique 2920 (ancêtre de la 1413).

L'inspection :

- prend acte de la demande de la RATP concernant la suppression du mot « double » de la prescription de l'article 2.3.2 demandant « un double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) » formulée par courrier du 26/09/2022 ; il **conviendra de modifier l'arrêté préfectoral en cohérence.**

- considère que l'intérêt sécuritaire technique de la barrière de sécurité est avéré, et qu'il y a donc lieu que l'exploitant s'y conforme.

- émet la demande complémentaire suivante :

**Demande complémentaire n°1 : l'exploitant justifiera sous deux mois de l'installation de clapet(s) anti-retour protégeant les bouteilles de stockage et participant à l'objectif visant à empêcher que leurs pressions maximales de service ne soient jamais atteintes, en tenant compte des éléments d'appréciations de l'inspection mentionnés précédemment.**

**En absence de réponse ou dans le cas d'une réponse montrant qu'aucun clapet anti-retour n'est installé aux endroits identifiés, l'inspection considère que l'exploitant s'expose aux sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement relatives au non-respect d'une mise en demeure.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 5 : Suite d'inspection – NC5 Absence de ventilation mécanique – charge rapide**

<b>Référence réglementaire :</b> Rapport du 01/12/2020, NC5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ventilation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Non-conformité N°5 de l'inspection de 2020 : Les distributeurs de charge rapide ne sont pas équipés de ventilation mécanique.  <u>Rappel de la prescription réglementaire : art. 2.4.2 AP 2019/3788 du 19/11/19</u> L'installation comporte 3 postes de charge rapide, destinés exclusivement à l'approvisionnement interne des bus : [...] La mise en place d'un compteur est réalisée de telle sorte qu'elle ne puisse pas être à l'origine d'une explosion (alimentation électrique adaptée, et/ou compartiment étanche au gaz, etc.) L'habillage des distributeurs possède des orifices d'aération en partie haute et basse des appareils. La ventilation est mécanique, l'arrêt de la ventilation entraînant l'arrêt automatique de l'appareil.
<b>Constats :</b>  <u>Constats recueillis sur site le 17/11/2023:</u> L'exploitant est revenu lors de l'inspection sur les justifications qu'il avait transmises préalablement à l'inspection par courrier du 26/09/22 : <ul style="list-style-type: none"><li>- les distributeurs installés sur le centre-bus de Créteil sont équipés d'ouvertures de ventilation naturelle (grilles) en partie haute et basse de la partie « gaz » du distributeur ;</li><li>- les constructeurs et installateurs de ce type de matériel qu'il a consultés ne proposent pas de solution de ventilation mécanique ;</li><li>- l'exploitant déclare que cette ventilation naturelle est « <i>suffisamment dimensionnée pour éviter une accumulation de gaz</i> ». Il appuie cette affirmation par la transmission d'une annexe photographique et un manuel d'installation. L'inspection n'émet pas d'avis sur ces pièces justificatives.</li></ul> Il a également rappelé, par analogie, les dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur applicable aux installations soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 1413 de la nomenclature, qui prévoit que « l'appareil de distribution est conçu de manière à favoriser une ventilation naturelle, des orifices d'aération sont prévus en partie haute et basse de l'appareil de distribution. »  Par courrier du 26/09/2022, l'exploitant demande une modification de la disposition de l'arrêté préfectoral, par la suppression de l'alinéa relatif à cette ventilation mécanique de l'article 2.4.2 des prescriptions techniques annexes.  L'inspection prend acte de la réponse de l'exploitant, et émet un avis favorable à la demande de modification de l'arrêté préfectoral.  Toutefois, il n'y a pas lieu de supprimer complètement la disposition, mais de la remplacer par les termes suivants : « l'appareil de distribution est conçu de manière à favoriser une ventilation naturelle, des orifices d'aération sont prévus en partie haute et basse de l'appareil de distribution. L'exploitant prend toute mesure pour maintenir l'efficacité de cette ventilation. »

<p><b>L'inspection propose à la préfecture du Val-de-Marne d'acter par courrier préfectoral :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la prise en compte de cette demande de modification, dans l'attente d'une révision plus large de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019/3738 du 19/11/2019,</li> <li>- que, par conséquent, la prescription de l'arrêté préfectoral n'étant plus fondée, la mise en demeure n'a plus lieu d'être sur ce point de non-conformité.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Suite d'inspection – O1 description des produits dangereux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Rapport du 01/12/2020, O1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Registre entrée/sortie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Observation N°1 de l'inspection de 2020 :</p> <p>Les produits répertoriés dans un tableau ont, pour certains, uniquement l'appellation commerciale, ce qui n'est pas explicite pour l'inspection des installations classées. Dans ces cas, une description complémentaire s'avère nécessaire.</p> <p><u>Rappel de la prescription réglementaire : Art. 1.3.5 AP 2019/3788 du 19/11/19</u></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats recueillis sur site le 17/11/2023:</u></p> <p>L'exploitant avait remis le plan d'intervention, qui comprend un plan des risques faisant apparaître les stockages présentant des risques particuliers, et un état des stocks.</p> <p>L'état des stocks remis dans un premier temps n'était pas daté. L'exploitant a fourni au moment du contrôle terrain un état de stock réalisé au moment de la visite d'inspection. Sur demande, l'exploitant a remis le relevé précédent, daté du 05/10/2023.</p> <p>Le modèle de liste employé par l'exploitant fait apparaître un relevé hebdomadaire, ce qui n'est manifestement pas le cas.</p> <p>Le plan inclus au plan d'intervention montrait une capacité de stockage de 5 m<sup>3</sup> pour le local huilerie, ce qui n'est pas représentatif de la capacité de stockage maximale du local. L'inspection a constaté la présence de 7 réservoirs, dont quatre d'une capacité de 3000L, et trois de 5000L, soit une capacité totale minimale de 27 m<sup>3</sup>, 5 fois plus que la valeur qui est indiquée sur le plan annexé au POI.</p> <p>Cette situation était de nature à favoriser une erreur d'appréciation du risque par les services de secours extérieurs, notamment en cas d'incendie généralisé à l'ensemble du local.</p> <p>Par ailleurs, l'observation de l'inspection précédente n'avait pas été prise en compte. L'état des stocks remis faisait toujours uniquement mention des dénominations commerciales (ex : huile moteur rimula R6 LME 5X30, ou huile pont ZF 80W90).</p> <p>La nature du danger que représente le produit, en particulier pour les secours extérieurs</p>

susceptibles d'intervenir en cas d'accident, n'est pas précisée par la liste (par exemple, s'il s'agit d'un produit inflammable, combustible, toxique, pouvant réagir avec de l'eau, etc.).  
L'exploitant était toutefois en mesure de remettre les fiches de données de sécurité associées, ce qui pourrait permettre d'obtenir les informations et de répondre à la réglementation.

Constats recueillis sur site le 05/08/25 : L'exploitant a repris :

- le plan des stockages. Il précise dorénavant la quantité adéquate (même ordre de grandeur) stockée à l'huilerie. Il fait également apparaître des familles de risques (produits inflammables, armoires chimiques, gaz naturel, etc.), ce qui le rend plus opérationnel. L'inspection n'a pas procédé à une vérification exhaustive de l'implantation et des volumes associés des stockages qui apparaissent sur le plan ;
- l'état des stocks. Celui-ci comprend toujours la dénomination commerciale des produits, complété par une description du risque.

Les modifications effectuées sont de nature à satisfaire le constat de l'inspection précédente.

**Observation 2 : Il conviendrait de faciliter le croisement des informations entre le plan des stockages et l'état des stocks, afin d'identifier plus aisément les produits susceptibles d'être présents dans chaque zone de stockage, y compris pour des tiers extérieurs (inspecteurs des installations classées et services de secours).**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Suite d'inspection – O2 exercice de défense contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Rapport du 01/12/2020, O2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

Observation n°2 de l'inspection de 2020 :

La société voisine CTM n'est, pour l'instant, pas intégrée lors des exercices de lutte contre l'incendie prescrits par l'article 1.4.2.

Rappel de la prescription réglementaire :

Art. 2.5.3 AP 2019/3788 du 19/11/19

[...]Une procédure est mise en place afin d'alerter le CTM en cas de dysfonctionnement des installations susceptible d'engendrer une situation de danger. Cette procédure est testée au moins 1 fois par an dans le cadre des exercices de lutte contre l'incendie prescrits par l'article 1.4.2.

**Constats :**

Constats recueillis sur site le 17/11/2023:

La procédure n'était toujours pas mise en place.

Constats recueillis sur site le 05/08/25 :

L'exploitant a remis le document intitulé « consignes de gardiennage » qui comprend dorénavant une mention relative à l'avertissement du CTM riverain (fiche n°7 « consigne en cas d'incendie »). Il a également remis un rapport d'exercice réalisé le 24/06/2025, faisant apparaître par une mention manuscrite dans l'encart « remarque » l'implication du CTM sur cet exercice.

**Observations :**

La consigne de gardiennage prévoit l'appel téléphonique d'un numéro préalablement identifié. Aucune autre précision n'est apportée.

L'inspection constate :

- que la procédure ne donne aucune consigne en ce qui concerne le contenu de l'alerte à effectuer auprès du CTM,
- que seul le cas de l'incendie est traité,
- que la trame du document (version 6 du 20/10/2023) servant de support à la rédaction du rapport d'exercice ne propose pas de case à cocher en ce qui concerne l'alerte du CTM, contrairement à ce qui est prévu pour les secours extérieurs, la permanence générale, le Centre de Régulation et d'Information Voyageurs de la RATP, ce dernier faisant par ailleurs l'objet d'un point de plan d'action spécifique.

**Observation 3 : concernant les éléments relatifs à la procédure d'alerte du CTM et la réalisation des exercices associés, il conviendrait :**

- de définir au préalable les informations à communiquer au CTM, afin qu'il puisse engager les opérations de mise en sécurité correspondantes à la nature de la situation de dangers ;
- d'étendre la « procédure » à l'ensemble des situations de dangers pouvant impacter le CTM, par exemple en cas de fuite de gaz non enflammé situé à proximité (poste de charge lente ou fuite sur bus) ;
- mettre à jour la trame d'exercice, afin de s'assurer de la bonne réalisation de l'action, et éventuellement dresser un bilan de son exécution, dans un objectif d'amélioration continue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Protection contre la foudre – ARF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18

**Thème(s) :** Risques accidentels, SPF

**Prescription contrôlée :**

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats recueillis sur site le 17/11/2023:</u>  L'exploitant avait remis la dernière version disponible de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique de l'établissement (société BCM Foudre, version 1 du 05/02/2019), réalisées suite aux modifications portées au centre bus et ayant conduit à l'arrêté préfectoral complémentaire du 2019/3788 du 19/11/19. La société BCM était alors certifiée Qualifoudre (au 05/09/2024) sur les périmètres ARF, ET et vérifications visuelles et complètes. Cette certification permet de reconnaître BCM comme organisme compétent au titre des dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 [NOR : DEVP1025930A].  L'exploitant a déclaré en inspection ne pas avoir effectué de modifications pouvant relever des situations prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article 18 de l'arrêté ministériel précité  L'inspection n'a pas procédé à un examen particulier du document remis.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Protection contre la foudre – ET

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SPF
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats recueillis sur site le 17/11/2023:</u>  L'étude technique est intégrée à l'analyse du risque foudre (cf. point de contrôle précédent).  Le document propose également la notice de vérification et de maintenance en toute fin de document, et propose un modèle de carnet de bord en annexe III. L'inspection avait requis la présentation du carnet de bord complété, faisant notamment apparaître les dernières vérifications visuelles et complètes du système de protection contre la foudre. Celui-ci n'a pas pu être remis.</p>

<p><u>Constats recueillis sur site le 06/08/2025:</u> L'exploitant a remis le carnet de bord complété, faisant apparaître la dernière visite (initiale).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Protection contre la foudre – Installation des dispositifs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SPF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats recueillis sur site le 17/11/2023:</u> L'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier de la réalisation des travaux faisant suite à la mise à jour de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique associée, qui requiert des modifications du système de protection contre la foudre (ARF + ET, 05/02/2019, Société BCM Foudre, page 31/69) :</p> <p><i>« Nous constatons que la protection foudre existante n'est plus suffisante à la protection du bâtiment en niveau IV [...]. De plus le bâtiment va être modifié (raccourci) côté parking avec dépose du PDA (paratonnerre à dispositif d'amorçage). La station est également déplacée plus au sud du site. DES AJUSTEMENTS SONT A PREVOIR ».</i></p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'avait pas pu remettre de rapport de vérification complète initiale réalisée dans les 6 mois après la fin des travaux, conformément aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 [NOR : DEVP1025930A].</p> <p><u>Constats recueillis sur site le 05/08/2025:</u> L'exploitant a remis le rapport de vérification initiale (BCM Foudre, 10/01/2024, révision 0). Celui-ci atteste de la réalisation des travaux, et prend en référence comme base documentaire l'étude foudre actualisée en 2019. BCM est toujours certifié Qualifoudre (n° 051166662007) au 20/02/2025 et par conséquent reconnu organisme compétent.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Protection contre la foudre – Vérifications et remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SPF
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<b>Constats :</b> <p><u>Constats recueillis sur site le 17/11/2023:</u> L'exploitant n'avait pas été en mesure de fournir de rapports de vérifications visuelles ou complètes, réalisées sur les dispositifs de protections existants préalablement installées avant la mise à jour de l'ARF et de l'ET, depuis 2019. L'inspection considérait alors que l'exploitant ne s'assurait pas du maintien en service des dispositifs de protection existants, qui concouraient pourtant toujours, à la hauteur du reliquat de leurs possibilités liées aux modifications du site, à la protection de l'installation, malgré l'obsolescence mise en évidence par la révision de l'ARF et de l'ET en 2019.</p> <p><u>Constats recueillis sur site le 05/08/2025:</u> Le rapport de vérification initiale produit par l'exploitant conclut sur la conformité du système de protection contre la foudre à l'Etude Technique, au dossier d'ouvrage exécuté et aux normes en vigueur. Le constat effectué lors de la visite du 17/11/2023 n'a donc plus lieu d'être.</p> <p>L'inspection constate toutefois un dépassement de délai entre deux vérifications du dispositif, l'inspection initiale précédente ayant eu lieu en janvier 2024.</p>

**Non-conformité 1 : contrairement aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, le système de protection contre la foudre n'a pas fait l'objet d'une vérification visuelle dans l'année suivant la réalisation de la vérification initiale.**

L'exploitant a transmis un bon de commande contracté auprès de la société BCM afin de faire réaliser la prestation avant la fin de l'année.

Les agressions de la foudre sont enregistrées par des compteurs placés sur les descentes acheminant à la terre la foudre frappant les paratonnerres.

Par sondage, l'inspecteur a relevé le compteur établi sur la descente « chaufferie », qui était à 0 au moment de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois